

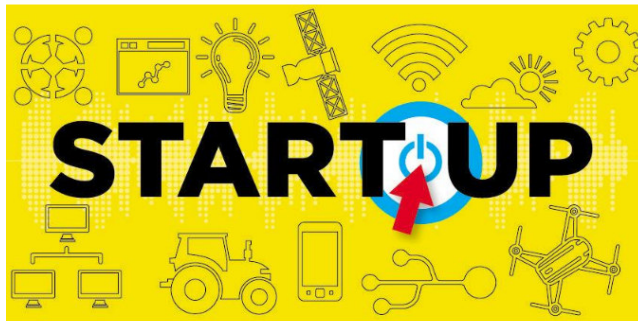
LA VIE DES START-UPS

Matériel d'occasion certifié, emploi et financement

© 01.02.17

La France Agricole High-Tech

start-up



Chaque mercredi, toute l'actualité des start-ups agricoles.

Du matériel d'occasion certifié

Discrètement mais sûrement, les start-ups allemandes s'infiltrent sur le marché agricole français. Leur chef de file est e-Farm.com, un site de matériel d'occasion basé à Hambourg. L'objectif des concepteurs du site est de faciliter la vente et l'achat de matériel d'occasion à distance, quand il n'est pas possible de se déplacer pour vérifier l'état de la machine. Pour rassurer les acheteurs, eFarm fait certifier tous les matériels du site par des organismes officiels comme la TÜV (l'équivalent allemand du Service des mines) ou des entreprises privées telles que Dekra. Chaque matériel présent sur le site est donc accompagné d'une fiche technique descriptive certifiée, qui garantit l'évaluation de l'état du matériel et sa conformité au code du travail et au code de la route. eFarm possède désormais des représentants en France et sera présent au Village Start-up du Sima.

Yojob Agriculture, une plateforme affectée à l'emploi agricole

Déjà plus d'un millier de CV à son compte : depuis mai 2016, la start-up bordelaise propose aux exploitants de trouver leurs futurs employés en ligne. Et aux salariés d'y dénicher un CDD, un CDI, un stage, un emploi saisonnier, un contrat de professionnalisation, et même une place en intérim. La petite entreprise lancée par Alexandre Auger, 33 ans, veut ratisser large, mais de façon précise. Ainsi, spécialisée dans les métiers de l'agriculture, du machinisme, de l'agroalimentaire, de l'agrofourniture et du conseil agricole (banque, assurance, centre de gestion...), elle cible les profils attendus par les employeurs. Jusqu'à proposer une évaluation de chaque recrue, une fois le contrat réalisé. L'objectif n'est pas discriminatoire, se défend le fondateur de Yojob Agriculture, passionné de nouvelles technologies, mais est de valoriser chaque CV et de limiter le turn-over dans le secteur agricole. Elle propose aussi des services post-recrutement, comme l'élaboration des contrats de travail, voire même l'externalisation des payes, en partenariat avec CER France Gironde. Déposer un CV est gratuit. Pour l'accès à la CVthèque, il faut prévoir un forfait d'environ 50 € par mois, après cinq premières consultations gratuites.

La France devrait consacrer 6 milliards d'euros de plus par an au financement des start-ups

C'est en tout cas l'avis de France Stratégie qui, dans une note datée du 31 janvier 2017, invite les pouvoirs publics français à réfléchir aux moyens nécessaires pour mobiliser l'épargne des ménages. L'organisme de réflexion et d'expertise public estime en effet que le pays devrait consacrer tous les ans 6 milliards d'euros supplémentaires au financement des start-ups. Pour accroître les financements disponibles, la France, « ne disposant pas assez de larges fonds de pension ni de fondations universitaires, qui jouent un rôle déterminant sur ce plan dans les autres pays [...], doit mieux mobiliser l'épargne des ménages vers ce type de placements ».

France Stratégie détaille même trois options pour aller dans ce sens. D'abord réformer globalement la fiscalité de l'épargne, ensuite refondre et approfondir certaines niches fiscales en les ciblant mieux sur le capital-risque, enfin modifier à la marge des produits d'épargne réglementés existants. « Selon les paramètres retenus, ces options peuvent être mises en œuvre à un coût nul pour les finances publiques », conclut même la note.

Pour expliquer la radicalité de la mesure, France Stratégie fait le constat qu'« autant de start-ups naissent en Europe qu'aux États-Unis ou en Asie, mais elles se développent moins vite. [...] Dix ans après leur date de création, les start-ups américaines comptent en moyenne deux fois plus d'employés que leurs homologues européennes ». Dans sa note « destinée à éclairer le débat en amont de l'élection présidentielle », France Stratégie ajoute que les start-ups « jouent un rôle de plus en plus important dans le dynamisme et le renouvellement du tissu productif, ainsi que dans le développement de nouveaux secteurs économiques ».

Du côté des investisseurs, qu'ils soient un fonds ou des entrepreneurs, en 2015, leurs montants de capital-risque atteignaient 65 milliards d'euros aux États-Unis, 44 en Chine, et 2,3 en Israël, comparé à 4,3 milliards d'euros au Royaume-Uni, 2,9 en Allemagne et 1,7 en France. Rapporté au PIB, le poids du capital-risque en France est quatre fois inférieur à celui aux États-Unis et à la Chine, et deux fois inférieur à celui au Royaume-Uni et de la Suède. Ainsi « pour ne pas accroître le retard qui est le sien dans la révolution numérique, la France devrait se fixer comme objectif de rattraper en cinq ans le niveau de financement, exprimé en pourcentage du PIB, que l'on observe aux États-Unis, soit un quadruplement, à 8 milliards d'euros, pour passer de 0,1 à 0,4 point de PIB », précise la note.